

CHILI : FICHE PAYS – JUILLET 2024

Catégorie OCDE (2023) : 0/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A/A2/A

Monnaie locale : Peso chilien (CLP) / Régime de change : Flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050



FORCES

- 1^{er} producteur de cuivre au monde et réserves abondantes de lithium
- Faible endettement public
- Liquidités en devises robustes (fonds souverains, réserves de change)
- Gouvernance et faible degré de corruption

FAIBLESSES

- Dépendance aux prix du cuivre et à la demande externe
- Exportations concentrées sur les produits primaires
- Pays situé en zone sismique

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier

- **Vulnérabilité de la croissance :** En 2023, l'activité a quasi stagné (+0,2% après +2,1% en 2022). Les politiques budgétaire et monétaire plus strictes, la moindre contribution du secteur minier à l'activité, ainsi que les pressions inflationnistes ont pesé sur l'activité. Pour 2024, les perspectives de croissance sont mieux orientées, prévue entre +1,9% et +2,8%. La consommation privée soutiendrait la croissance, favorisée par la baisse de l'inflation et l'amélioration prévue du marché de l'emploi. L'assouplissement de la politique monétaire se poursuivrait et devrait faciliter l'accès au crédit aux ménages et aux entreprises. Sur le front externe, les exportations (cuivre en particulier) bénéficieraient des cours plus soutenus.
- **Vulnérabilité comptes publics :** Le déficit public se réduirait en 2024 (à -1,9% du PIB après -2,4% du PIB en 2023), malgré la hausse des dépenses (+3,5%) financée en partie par les recettes en provenance de la nouvelle loi sur la redevance minière. La dette publique est en progression mais reste modérée à 39% du PIB en 2023 et n'est pas source des risques. Sa maturité moyenne est de 11,4 ans, ce qui limite le risque de refinancement, et sa part externe est minoritaire à près de 36% du total de la dette en 2023. Le Chili demeure par ailleurs le risque souverain le plus faible de la région, noté A par les 3 principales agences de notation, ce qui permet au pays de continuer à bénéficier d'un accès aisé aux diverses sources de financement.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le déficit courant devrait diminuer en 2024, prévu autour de -3,8% du PIB (après -4,2% du PIB en 2022). La reprise progressive des importations de biens, favorisée par la hausse de l'activité, serait en partie compensée par la hausse des exportations en valeur, tirées par les prix soutenus du cuivre. La dette externe du pays atteint 73% du PIB en 2023 et relève majoritairement du secteur privé. La part publique (gouvernement et banque centrale) ne représente en effet que 20% du total de la dette externe en 2023. La réduction de l'écart de taux d'intérêt avec les Etats-Unis, malgré un assouplissement prévu très progressif, pourrait maintenir les pressions baissières sur le peso. Le Chili dispose cependant de liquidités en devises solides (actifs des fonds souverains, ligne de crédit de précaution avec le FMI, réserves de change) pouvant être utilisées pour soutenir la monnaie en cas de besoin.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** Le secteur bancaire chilien reste globalement sain et bien capitalisé. Le taux de NPL a eu cependant tendance à augmenter dans un contexte de faible activité mais est resté relativement faible à 2,2% du portefeuille des prêts.

Environnement politique et gouvernance

- **Stabilité socio-politique :** Le président Gabriel Boric poursuit ses efforts pour essayer d'étendre le réseau de services sociaux de l'Etat, renforcer les réglementations environnementales, sociales et réduire les inégalités. Après un deuxième rejet du projet de réforme de la Constitution, le président a déclaré la clôture de ce projet sous son mandat. La population chilienne semble en effet s'inquiéter davantage de la hausse de la criminalité, qui restera un enjeu politique majeur, notamment dans l'optique des prochaines élections présidentielles, prévues en 2025.
- **Climat des affaires :** Le Chili présente les meilleurs indicateurs de gouvernance parmi les pays d'Amérique latine et un très faible niveau de corruption. Le cadre juridique est par ailleurs très favorable à l'investissement privé, les procédures de création d'entreprise ont été simplifiées et les coûts réduits.

Environnement et politique du climat :

- **Politique climat :** Le président Gabriel Boric a placé le climat comme l'une des priorités de son mandat. En juin 2022, le Chili a publié sa loi sur le changement climatique (Ley Marco de Cambio Climatico) qui oblige les pouvoirs publics à prendre des mesures pour faire face au changement climatique. Le pays compte notamment sur l'arrêt de ses centrales à charbon (près de 18% de production d'électricité en 2021) pour atteindre son objectif de neutralité carbone en 2050.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2022 (% du total)			Principaux partenaires commerciaux + France Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)		
Exportations	Importations		Exportations	Importations	
Minerais de cuivre	29,3%	Combustibles, pétrole	20,0%	Chine	35,8%
Cuivre affiné, alliages	21,9%	Machines, appareils mécan.	11,9%	Etats-Unis d'Amérique	15,6%
Fruits comestibles	7,5%	Voitures automobiles	10,3%	Japon	7,9%
Poissons et crustacés	7,2%	Machines, appareils élect.	9,7%	Corée, République de	5,9%
Produits chimiques inorganiques	5,7%	Matières plastiques	3,3%	France (14 ^{ème})	1,2%
				Chine	23,9%
				Etats-Unis d'Amérique	21,1%
				Brésil	9,2%
				Argentine	6,1%
				France (14 ^{ème})	1,5%

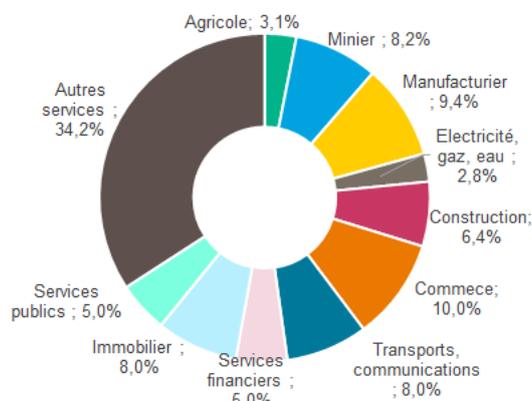
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CHILI	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	254	316	302	336	334	375
<i>Rang PIB mondial</i>	45	44	44	44	45	44
Population (Mns)	19,5	19,7	19,8	20,0	20,1	20,2
<i>Rang Population mondiale</i>	62	62	63	63	63	0
PIB / habitant (USD)	13 057	16 038	15 238	16 816	16 617	18 546
Croissance PIB (%)	-6,1	11,3	2,1	0,2	2,0	2,5
Inflation (moyenne annuelle, %) ^D	3,0	4,5	11,6	7,3	3,7	4,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	11,6	10,7	20,0	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	32,4	36,4	37,8	39,2	40,5	40,7
Solde public (% PIB) ^F	-7,3	-7,7	1,1	-2,4	-1,9	-1,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	4,5	3,5	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-1,9%	-7,3%	-8,7%	-3,5%	-3,9%	-3,7%
IDE (% du PIB)**	2,0%	0,2%	1,7%	4,6%	3,1%	3,0%
Réserves (en mois d'importation B&S)	8,3	6,8	5,4	6,3	6,6	6,4
Dette extérieure totale (% PIB) ^E	76,9	72,0	77,6	73,1	74,4	74%
Dette extérieure CT (% PIB)*	6,1%	6,5%	8,0%	6,0%	6,4%	6,3%
Taux de change***	792,2	759,1	873,2	839,8	NA	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	14,67	14,85	15,6	NA	NA	NA
Taux de NPL	1,55	1,23	1,67	2,2	NA	NA
ROE	9,48	9,64	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	48	49	49	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	59	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	55	56	54	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	23	23	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	21	27	12	5	13	0

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Source: FMI (WEO, avril 2022), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; d : Prévisions Banco central de Chile, juin 2024, E: FMI (Country report n° 2024/041), F: Prévisions du gouvernement chilien pour 2024 et 2025

CHILI : Ventilation sectorielle du PIB (en %, 2022)



Source : Banco central de Chile



1. SITUATION ECONOMIQUE

- Vers une activité plus soutenue en 2024

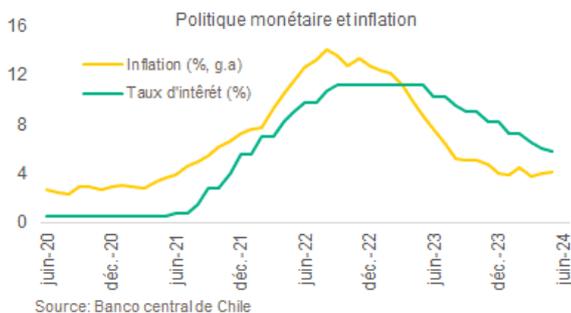
En 2023, la croissance a calé (+0,2% après +2,1% en 2022). Les politiques budgétaire et monétaire plus strictes, la moindre contribution du secteur minier à l'activité (modération du prix du cuivre), ainsi que les pressions inflationnistes ont pesé sur l'activité.

Pour 2024, les perspectives de croissance sont mieux orientées, comprises entre +1,9% et +2,8%. La consommation privée bénéficierait de la baisse de l'inflation (cf. *infra*), ainsi que de l'amélioration du marché de l'emploi¹, dans le contexte de reprise de l'activité. La poursuite de l'assouplissement monétaire pourrait par ailleurs favoriser l'investissement domestique privé.

L'investissement étranger dans les mines (cuivre en particulier) resterait dynamique, favorisé par des prix plus soutenus du métal. La stratégie de développement du lithium ([Estrategia Nacional de Litio](#)) votée en avril 2023, qui vise à accroître l'implication de l'État dans le développement et l'extraction du lithium, pourrait toutefois rendre le Chili moins attractif pour les investisseurs étrangers. En revanche, la mise en place de la loi sur les redevances du secteur minier², ainsi que l'abandon du projet de réforme de la Constitution, contribuent à dissiper les incertitudes qui ont pesé sur le climat des affaires ces dernières années.

Du côté des exports, l'activité minière bénéficierait des prix soutenus des métaux (cuivre en particulier).

- Une poursuite de l'assouplissement monétaire



En juillet 2023, la banque centrale chilienne a initié son processus d'assouplissement monétaire, réduisant son taux directeur de 550 pdb à 5,75% en juin 2024, dans un contexte de désinflation liée à la baisse des prix du carburants et des produits alimentaires. L'inflation a en effet diminué (+4,1% en g.a. en mai 2024 après +8,7% en g.a. en mai 2023). Elle est prévue à +3,7% en moyenne en 2024 (après +7,3% sur 2023), soit encore une peu au-dessus de la cible fixée à 3%. Les marchés anticipent 2 nouvelles réductions

¹ Le taux de chômage atteint 8,3% en mai 2024 (8,5% en mai 2023).

² Après plusieurs années de discussion, le Congrès a approuvé le nouveau projet de loi sur les redevances du secteur minier, mettant ainsi fin aux incertitudes quant au montant à régler par les entreprises opérant dans ce secteur. Une charge fiscale maximale de 46,6% serait ainsi appliquée aux grandes entreprises ayant des ventes supérieures à 80.000 tonnes métriques/l'an et de 45,5% pour les opérations de ventes comprises entre 50.000 et 80.000 tonnes/l'an de cuivre fin (TMCF). Dans les deux cas, le taux serait appliqué sur le revenu imposable d'exploitation minière. Plus de détail à [ce lien](#).

du taux directeur cette année, ce qui le porterait à 5,25% d'ici la fin de l'année.

- Un système bancaire bien capitalisé, malgré une baisse de la rentabilité

Le secteur chilien demeure sain, bien capitalisé et est constitué de 17 banques (8 banques nationales, 8 banques sous contrôle étranger et 1 banque publique).

La rentabilité du secteur, ainsi que la qualité des actifs ont eu cependant tendance à diminuer, avec la persistance des taux d'intérêt élevés et la faiblesse de l'activité qui a pesé sur la capacité de remboursement des emprunteurs. Le taux de NPL a eu ainsi tendance à augmenter mais est resté relativement faible à 2,2% du portefeuille des prêts en décembre 2023 (après 1,7% en 2022), tandis que la rentabilité moyenne des fonds propres (ROAE) a atteint 15,4% (après 21,1% en 2022).

2. FINANCES PUBLIQUES

- Vers une baisse du déficit en 2024

En 2023, le déficit public a atteint -2,4% du PIB (après un surplus exceptionnel de +1,1% en 2022), en raison de la hausse des dépenses sociales, liées en partie à la mise en place progressive du réseau universel de pension garantie (PGU)³, approuvé en février 2022, ainsi qu'au moindre dynamisme des recettes, dans un contexte de fort ralentissement de l'activité.

Pour 2024, le gouvernement prévoit une réduction du déficit à -1,9% du PIB. La hausse prévue des dépenses de +3,5% (destinées notamment aux secteurs de la santé, de l'éducation et du logement) serait en partie financée par les recettes en provenance de la nouvelle redevance minière. Approuvée en avril 2023 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024, la loi sur les redevances a fixé un nouveau taux d'imposition pour les grandes sociétés opérant dans le secteur du cuivre, qui devrait rapporter près de 1,3 Md\$ de recettes fiscales par an à l'Etat chilien.

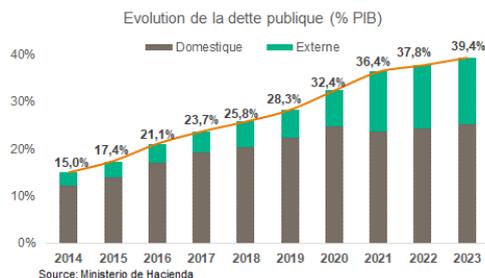
Le gouvernement envisage un retour à l'équilibre budgétaire à horizon 2026 mais cet objectif semble ambitieux, d'autant plus que les dépenses, sociales en particulier, tendent à progresser. Le gouvernement s'est cependant engagé à conditionner les dépenses sociales pérennes à des recettes fiscales. Le pacte budgétaire prévoit ainsi que la hausse progressive des dépenses sociales dites prioritaires (réseau universel de pension garantie, système de santé, d'accueil d'enfants...) serait notamment financée par des mesures contre l'évasion fiscale (la loi anti-évasion fiscale, censée rapporter 1,5% du PIB de recettes, a d'ores et déjà été approuvée par le Congrès), un nouveau projet de réforme fiscale⁴, ainsi que la remontée des dividendes d'entreprises publiques.

³ La Pension Garantie Universelle (PGU) est une prestation non contributive, qui est versée mensuellement par l'Institut de Sécurité Sociale (IPS) et accessible aux personnes âgées de 65 ans ou plus. Plus d'information à [ce lien](#).

⁴ En mars 2023, le Congrès a rejeté la réforme fiscale proposée par l'exécutif qui visait à accroître la progressivité et le taux de recouvrement des impôts déjà en place, ainsi que de supprimer certaines exonérations. L'objectif de cette réforme était justement de financer l'élargissement des droits sociaux.



- **Une dette publique modérée**



La dette publique est en hausse constante, mais reste modérée, à 39% du PIB fin 2023 et n'est pas source de risques. La maturité moyenne de dette est de 11,4 ans ce qui limite le risque de refinancement et sa part externe est minoritaire, à près de 36% du total de la dette en 2023. **Le Chili est ainsi noté en catégorie A par les 3 principales agences de notation** (soit le plus faible risque souverain de la région), ce qui permet au pays d'avoir un accès aisé aux différentes sources de financements. De plus, **les investisseurs institutionnels locaux**, fonds de pension en particulier, **maintiennent une forte demande pour les titres d'Etat**, limitant ainsi la progression de la part des non-résidents dans la dette publique du pays.

Le FMI estime que la dette devrait se stabiliser autour de 40%-41% du PIB à moyen-terme, soit en-dessous du plafond de dette fixé par les autorités locales de 45% du PIB.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vers une diminution du déficit courant**

Les recettes d'exportations du Chili dépendent d'un certain nombre de matières premières, **en particulier du cuivre et ses dérivés** (environ la moitié des exportations du pays). **La Chine est de loin le premier client** du Chili (près de 36% des exportations en moyenne sur 2019-2023).

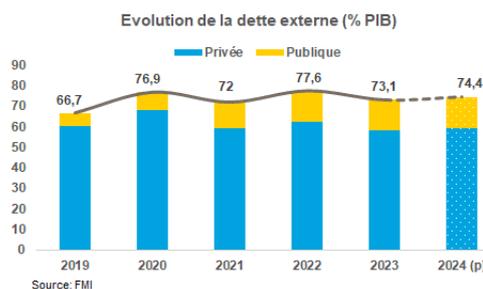
En 2023, le déficit courant s'est réduit à -4,2% du PIB (après -9% du PIB en 2022), grâce à la modération du prix du pétrole (le Chili est importateur net d'énergie) et au ralentissement de l'activité.

En 2024, le déficit est prévu autour de -3,8% du PIB. D'un côté, la reprise de l'activité favoriserait les importations, mais de l'autre, les exportations, bénéficieraient des prix soutenus du cuivre. Au T1 2024, les importations affichent une baisse (en valeur) de -4,9% sur un an, tandis que les exportations n'ont baissé que de -2,5% sur cette même période.

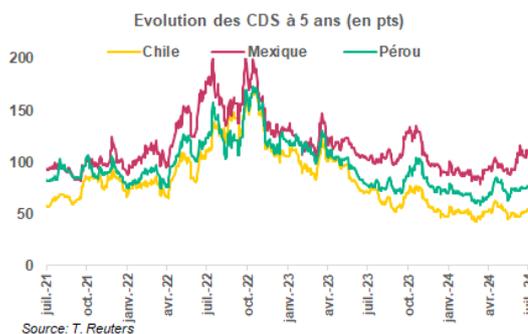
- **Une dette externe majoritairement privée**

La dette externe du pays atteint 73% du PIB en 2023 et relève majoritairement du secteur privé. La part publique (gouvernement et banque centrale) ne représente que 20% du total en 2023 et n'est pas source de risques. **Le Chili dispose en effet d'un accès aisé**

aux différentes sources de financement, malgré un environnement de taux d'intérêt qui reste élevé.



Les primes de risque restent par ailleurs relativement faibles (Cf. graphique ci-dessous représentant les CDS) comparées notamment aux autres pays de la région où le risque souverain est considéré faible (en catégorie *investment grade*) auprès des agences de notation. Le pays dispose également de réserves de change confortables (autour de 14% du PIB), soit un niveau suffisant pour couvrir la dette externe publique totale du pays.



- **Des pressions baissières sur le peso ne sont pas à écarter en 2024**

Le peso chilien a eu tendance à s'apprécier début 2023, favorisé par la réduction du déficit courant et le maintien du taux directeur à un niveau élevé. Le fort ralentissement de l'activité a cependant pesé sur la dynamique du change au second semestre. **Pour 2024, malgré les prix soutenus du cuivre et le rythme d'assouplissement monétaire prudent de la banque centrale, la réduction de l'écart de taux d'intérêt avec les Etats-Unis est susceptible d'engendrer des pressions baissières sur la monnaie.**



Le Chili dispose cependant de liquidités en devises solides, pouvant être utilisées pour soutenir la



monnaie locale, en cas de besoin. Elles sont constituées des réserves de change, estimées à 46,3 Md USD fin 2023 (environ 14% du PIB), [d'une ligne de crédit de précaution](#) auprès du FMI (FCL de 18,5 Md USD) et des actifs du fonds souverain estimés à 13,8 Md USD en mai 2024.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **La Constitution datant de la dictature de Pinochet reste en vigueur**

Lancé en juillet 2021, le processus de réforme constitutionnelle, considérée comme un frein aux réformes sociales de fond, a été **rejeté par la majorité de la population à 2 reprises**. Pour mémoire, l'idée de modifier la Constitution avait été actée à la suite des manifestations sociales de 2019 contre les inégalités qui avaient embrasé le pays et qui se sont ensuite propagées vers les autres pays de la région (Equateur, Bolivie, Pérou...).

En décembre 2023, face au deuxième rejet de la nouvelle Constitution, le président Gabriel Boric de la coalition de gauche « Appruebo Dignidad » a annoncé que le processus constitutionnel serait désormais clos, sous son mandat.

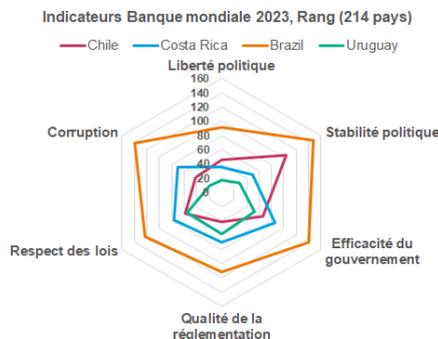
D'autres priorités sont en effet mises en avant par le gouvernement. Le président Boric compterait ainsi étendre le réseau de services sociaux par l'Etat, renforcer les réglementations environnementales, sociales et du travail, ainsi que réduire les inégalités. **Malgré l'absence de majorité politique au sein du Congrès, le gouvernement Boric a pu cependant faire voter un certain nombre de lois comme [la réduction graduelle du temps de travail](#) à 40h hebdomadaires (contre 45h précédemment), permettant ainsi une meilleure conciliation entre la vie professionnelle et personnelle des employés du secteur formel, ainsi que [la hausse progressive du salaire minimum](#), passé de 401.000 pesos à 500.000 pesos à mi-2024 (soit environ 480 EUR) afin de soutenir le pouvoir d'achat. Sur le plan de la fiscalité, [la loi sur les redevances minières](#), qui prévoit une hausse du taux d'imposition des grandes entreprises opérant dans le secteur du cuivre a été approuvée et devrait générer des recettes estimées à environ 1,3 Md USD.**

Sur le plan social, après les manifestations de 2019, le pays a retrouvé une certaine accalmie. La population semble s'inquiéter davantage de la hausse de la criminalité, sujet qui restera un enjeu politique majeur et conditionnera le résultat des élections présidentielles de 2025.

- **Faible corruption et bons indicateurs de gouvernance**

Le Chili et l'Uruguay sont les deux pays les moins touchés par la corruption en Amérique latine. [Le Chili se positionne ainsi à la 29^{ème} place sur 180 pays dans le monde, selon Transparency International en 2023](#), devant certains pays développés comme le Portugal, l'Espagne ou encore l'Italie.

La qualité de la réglementation au Chili serait la plus favorable de la région, selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale. La stabilité politique serait en revanche un peu moins bonne que celle d'un pays comme le Costa Rica ou encore l'Uruguay, parmi les bons élèves en matière de gouvernance dans cette zone (Cf. graphique ci-dessous).



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement

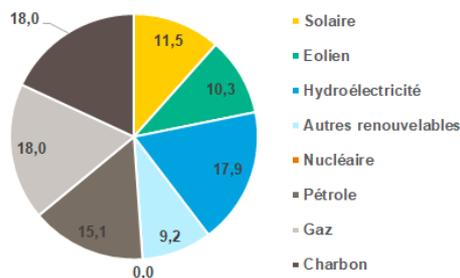
Le cadre juridique est par ailleurs favorable à l'investissement privé, les procédures de création d'entreprise ont été simplifiées et les coûts réduits. Le processus constitutionnel qui prévoyait en principe un rôle plus important de l'Etat dans l'économie a par ailleurs été rejeté à deux reprises et ne serait plus à l'ordre du jour, permettant ainsi de réduire les craintes d'une éventuelle dégradation du climat des affaires.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le président Boric a placé le climat comme l'une des priorités de son mandat. En juin 2022, le Chili a publié sa loi sur le changement climatique (Ley Marco de Cambio Climatico). Cette nouvelle législation, qui établit des pouvoirs et des obligations, oblige 17 ministères, ainsi que les gouvernements régionaux et municipaux à prendre des mesures pour faire face au changement climatique.

Signataire des accords de Paris, le Chili s'est engagé à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Parmi les mesures envisagées, le Chili compte notamment sur l'arrêt des centrales à charbon qui représente environ 18% de la production électrique du pays en 2021 (Cf. graphique ci-dessous). A noter que près de 50% de la production électrique du pays provient encore des sources fossiles, un enjeu important pour sa transition.

Chile : mix électrique par sources, en % (2021=92,17 TWh)





DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.